



Cap-Vert : de nulle part à la mondialisation ?

Michel Cahen

► To cite this version:

| Michel Cahen. Cap-Vert : de nulle part à la mondialisation ?. 2000. halshs-04109160

HAL Id: halshs-04109160

<https://shs.hal.science/halshs-04109160>

Preprint submitted on 29 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Publié (en une version légèrement raccourcie) dans Michel CAHEN (ed.), *Pays lusophones d'Afrique. Sources d'information pour le développement. Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe*, Paris, Ibiscus, CEAN, janvier 2001, pp. 105-109, + répertoire de sources et bibl. pp. 111-129, ISBN : 2-909994-25-2. Les morceaux de phrases et notamment les notes supprimées sont entre [crochets]. Outre les petites suppressions signalées, il peut aussi y avoir de très légères modifications dans la version publiée (note du 29 mai 2023)

Cap-Vert : de nulle part à la mondialisation ?*

Quand, au début de 1991, l'électorat capverdien, pour la première fois consulté démocratiquement, congédia sans ménagement l'ancien parti unique PAICV (Parti africain de l'indépendance du Cap-Vert¹) par plus de 70 % des suffrages accordés à l'opposition unie, nombre d'experts de la Banque mondiale exprimèrent leur étonnement. Il faut dire que le PAICV était l'un de leurs interlocuteurs préférés : ce parti ne s'était jamais réclamé explicitement du marxisme², avait toujours, malgré la modestie du pays, fait office d'aîné modéré au sein des cinq partis-États issus de la CONCP³, prônant des négociations directes avec l'Afrique du Sud dès 1983⁴, et avait dès 1985 affirmé un tournant économique libéral prononcé. Ainsi est-il bien étonnant de voir parfois écrit « qu'après 1991, la chute du parti marxiste PAICV permit un tournant libéral, etc. ». C'est bien ce parti unique, nationaliste radical mais non marxiste qui, dès 1983-85, à un moment où il n'envisageait pas de ne plus être unique, prit le tournant en matière économique : Pedro Pires (Premier ministre

[* Ce titre est inspiré de celui d'un petit essai critique (« *review essay* ») antérieurement publié dans une revue américaine : M. CAHEN, « Îles du Cap-Vert : d'un micro-monde au système-monde ? », *The International Journal of African Historical Studies* (Boston), XXXII (1), 1999 : 119-125 [à propos de M. LESOURD, *État et société aux Îles du Cap-Vert*, Paris, Karthala, 1995]. Sur les aspects culturels et la créolité, on se reportera à l'article d'introduction, « Histoire socioculturelle et politique linguistique. L'Afrique "lusophone" ou le nationalisme paradoxal ».]

1 Le PAICV est né de la rupture, en 1979, entre la Guinée-Bissau et les Îles du Cap-Vert, alors cas unique en Afrique : deux États distincts dirigés par le même parti, le PAIGC (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert). Fondé par Amílcar Cabral en 1956, le PAIGC, seul front de libération nationale à avoir été militairement au bord de la victoire sur les troupes portugaises, maintenait le rêve de l'unification des deux pays, pourtant de sociétés très différentes. Les Guinéens, à tort ou à raison, se sentaient méprisés par les Capverdiens d'autant plus que ces derniers avaient été largement utilisés par le colonisateur dans son administration. [Il s'agissait aussi d'un rêve correspondant à l'histoire personnelle d'Amílcar Cabral, lui-même « Capverdien de Guinée-Bissau ». En une bataille de légitimité, la branche guinéenne du PAIGC conserva cependant le nom originel (voir l'article « Guinée-Bissau : l'espoir après la tourmente », publié dans ce volume)].

2 [...contrairement à ce que l'on voit fréquemment écrit !] À la différence du Frelimo (Mozambique) et du MPLA (Angola), le PAIGC (puis le PAICV) refusa toujours de prendre le « marxisme » comme idéologie officielle, restant en cela fidèle à la pensée d'Amílcar Cabral, qui avait toujours manifesté son insatisfaction envers le marxisme face aux sociétés africaines – tout du moins le marxisme de type stalinien qu'il connaissait. Dès qu'il renonça à être unique, le PAICV fut accepté dans l'Internationale socialiste.

3 CONCP, Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises regroupant le PAIGC, le Frelimo, le MPLA et le MLSTP (São Tomé e Príncipe). Voir à ce sujet l'article d'introduction historique générale.

[4 N'oublions pas qu'en plein apartheid, les South African Airways, boycottées sur tout le continent africain, pouvait utiliser l'escale technique de Sal, au Cap-Vert, pour leurs vols vers l'Europe ou l'Amérique du Nord. Le gouvernement capverdien justifia toujours cela pour des raisons de viabilité financière de l'aéroport. En revanche, il avait été fermé aux avions cubains demandant le droit de faire escale, lors du pont aérien d'aide au MPLA, acculé dans Luanda par les troupes sud-africaines et zaïroises, en novembre 1975.]

d'alors) annonçait alors son intention de procéder à l'« extraversion » du pays et d'en faire une sorte de « station-service du moyen Atlantique », par le développement de l'économie de service⁵.

D'un parti modérément unique...

Certes, une transition est toujours longue à mettre en pratique et la situation actuelle n'est plus comparable à ce qu'elle était au milieu, ou même à la fin, des années quatre-vingt. Cependant le Cap-Vert, sans discontinuer l'un des pays les plus aidés de la planète (en proportion de sa population), apparaissait, avant même que le mot ne soit couramment employé, comme un exemple de « gouvernance » : une faible corruption, une administration réelle et un volant non négligeable de cadres et techniciens qualifiés, un parti unique – mais cela ne dépareillait nullement en Afrique à ce moment – qui ne fusillait pas, torturait rarement et ne procédait pas fréquemment à des arrestations, allant jusqu'à tolérer ce qui était de fait un journal d'opposition, *Terra Nova*⁶, une coopération avec la communauté internationale prise au sérieux et habilement répartie entre les îles, etc. Ce despotisme éclairé, ce paternalisme autoritaire mais non violent, apparaissait comme le moyen d'une bonne gestion d'un pays très pauvre qui était lui-même un défi permanent au déterminisme naturel⁷.

On sera certainement dans le vrai en disant que le bilan de ce parti unique (1974-1991) est sans aucun doute l'un des meilleurs – ou l'un des moins mauvais, comme on voudra – d'Afrique, et, en particulier, incomparable avec celui du PAIGC en Guinée-Bissau. L'un des points qui restera le plus à son actif fut l'incessante campagne de reforestation, portée notamment par la politique des FAIMO, les « fronts de haute intensité de main-d'œuvre », qui consistait non pas à distribuer gratuitement l'aide internationale, mais à l'utiliser pour financer ce type de travaux en donnant du travail à des pays pauvres et pratiquement sans outillage mécanique. Cette politique, dont la cohérence ne pouvait venir que d'une vision à très long terme⁸, sans objectif de « dégagement de devises convertibles », n'a certes pas été abandonnée aujourd'hui mais a été nettement relativisée, ce qui ne peut qu'accroître l'exode rural vers les villes et les problèmes sociaux et d'ordre public en découlant, la non-préservation des sols, l'aggravation des dégâts lors des (rares mais d'autant plus violentes) pluies torrentielles, etc.

Pourtant, les électeurs capverdiens congédièrent, dès qu'ils le purent, le parti qui avait conduit cette politique et, qui plus est, avait décidé de lui-même, sans émeute, le passage au pluralisme⁹. Et cela, pour au moins trois grandes séries de raisons liées entre elles :

[5 Sur ce tournant et son interprétation politique, voir : M. CAHEN, « Archipels de l'alternance... », *op. cit.* dans la bibliogr. finale de l'article d'introduction.]

6 [note 4 dans la version publiée] *Terra Nova* est l'hebdomadaire de l'Église catholique. Il ne fut jamais interdit.

[7 En 1974, certaines bonnes âmes de l'ONU n'avaient-elles pas proposé rien moins que l'évacuation de l'archipel, considéré invivable en raison de la pauvreté de son sol et des sécheresses sahéliennes de plus en plus fréquentes ? Sur ces questions, voir M. LESOURD, *op. cit.*]

[8 La reforestation et le stockage de l'eau sont, au Cap-Vert, une affaire de siècle et certainement pas de législature. Il n'y a qu'à comparer les Canaries et les îles du Cap-Vert, dotées pratiquement du même climat, les unes verdoyantes et les autres (malgré leur nom) sahéliennes arides, pour montrer ce que le travail de *générations* est capable de produire.]

[9 Au sein du PAICV existaient depuis longtemps des cadres, et même des dirigeants, favorables au pluralisme. Ce fut le cas notamment de Renato Cardoso, secrétaire d'État à la réforme administrative, assassiné dans des conditions jamais éclaircies en 1990.]

La première est relative à la question rurale, et en particulier à la réforme agraire. Dans un archipel sahélien comme le Cap-Vert, les terres arables et irriguées ou irrigables sont rares et, à l'époque coloniale, les grandes propriétés issues de la lente décomposition de la société esclavagiste continuaient à monopoliser une grande partie d'entre elles. L'un des plus grandes propriétaires était l'Église catholique. Cependant, la situation était très différente selon les îles. Les latifundia étaient présents surtout dans celle de Santiago (la plus grande). En revanche, dans d'autres îles comme Santo Antão et São Nicolau, c'était plutôt le règne de la micro-exploitation, avec dans le premier cas un assez grand nombre de micro-propriétaires et dans l'autre surtout des métayers. Mais il n'y avait pas vraiment antagonisme social, de « classe », entre ces micro-propriétaires et leurs métayers, dans la mesure où cette forme de relation sociale était bien adaptée au fort caractère aléatoire des récoltes : le métayer devait donner la moitié de la récolte, mais ce pouvait donc être *la moitié de rien* les plus mauvaises années. Quand le gouvernement voulut en finir et, au minimum, imposer le loyer en argent de la terre, il aggrava la situation sociale des métayers, aux prises avec un loyer stable et donc exorbitant les années de sécheresse, et le mécontentement des propriétaires qui ne se voyaient plus payés, ni en numéraire (par impossibilité), ni en nature (la loi ayant changé). Une partie de ces propriétaires étaient par ailleurs des émigrés aux États-Unis¹⁰ qui envoyaient au pays une partie de leurs économies. L'instabilité sociale de la campagne freina ces *remessas* (transferts). En fait, dominé par une logique bureaucratique, le gouvernement voulut régler d'une manière uniforme des problèmes distincts d'île en île, ce qui occasionna les seules émeutes paysannes de toute la période du parti unique (à Santo Antão). La paysannerie n'était pourtant pas, en bloc, hostile à la réforme agraire : mais du fait de cette même logique, le mouvement spontané d'occupation des terres qui avait commencé à Santiago au moment de l'indépendance, avait, alors, été dénoncé par le parti, incapable de contrôler ce mouvement et les paysans s'étaient « rétractés » en une attitude de méfiance envers le gouvernement central et n'avaient plus guère participé aux schémas ultérieurs de réforme venus d'en haut. En réalité, malgré les aspects positifs de la politique des FAIMO, déjà évoquée, le PAICV ne put mener une politique rurale cohérente. Il est du reste à craindre aujourd'hui qu'elle ne soit « réglée » que par l'exode rural et le vieillissement des campagnes...

Le deuxième aspect était plus culturel. Bien que pratiquant paradoxalement une politique de portugualisation linguistique, au lieu de l'alphabétisation en langues créoles¹¹, le PAICV, comme l'indique son nom, militait pour la dimension africaine de l'archipel, fidèle en cela à la pratique cabralienne de lutte armée sur le continent. Le drapeau du pays était très proche de celui des autres PALOP, tous les mythes politiques véhiculés relevaient de la tradition du panafricanisme de gauche. Or cela posait deux types de problème. D'une part, la créolité ne pouvait se défaire de sa triple racine, au carrefour de l'africanité, de la latino-américanité et de l'européanité : mettant l'accent sur un seul sommet du triangle, le PAICV ne s'attirait ni les faveurs de la base paysanne badiaise¹² effectivement, bien plus « noire » que l'élite mais guère sensible à ce qui ne touchait pas directement sa vie sociale ni même de ses

[10 La plus importante communauté capverdienne émigrée est, de loin, celle du Massachussets aux États-Unis. Viennent ensuite les Pays-Bas, le Portugal, la France, le Sénégal, l'Italie, etc.]

[11 Sur les aspects linguistiques, se reporter à l'article d'introduction sur l'histoire culturelle et la politique linguistique dans les PALOP, publié dans ce volume.]

[12 [note 5 dans la version publiée] Les *Badius* (Badias, en français) sont les habitants de Santiago et, par extension, des autres îles du Sotavento (moitié sud de l'archipel), en opposition aux *Sampadjudes*, habitants de Santo Antão et Mindelo, et, par extension, des autres îles du Barlavento (moitié nord de l'archipel). Les cultures et les parlers créoles sont assez nettement distincts, provoquant non point des ethnicités séparées, mais des insularismes et des régionalismes politiques.

pairs à l'OUA¹³ et mécontentait cette partie de l'élite capverdienne se sentant plus européenne que noire-africaine. À l'extérieur, elle compliquait énormément la vie associative dans l'émigration parce que les ambassades et les consulats capverdiens ne reconnaissaient pas les associations... capverdiennes pour n'accepter que des associations unifiées bissau-guinéennes/capverdiennes, dont ni les uns ni les autres ne voulaient¹⁴; après le divorce de 1979-1980 avec la Guinée, le dispositif diplomatique capverdien continua à refuser ce qui était la tendance naturelle des émigrés, à savoir les associations de ressortissants de telle ou telle île, gérant les *remessas* pour cette île-là, imposant des associations « pan-capverdiennes » insérant les *remessas* dans les schémas contrôlés de développement hostiles à la tendance aux insularismes. D'autre part, cette politique d'africanité reléguait, plus généralement, à un rang subalterne le lien à construire avec les importantes communautés émigrées, dont les *remessas* étaient vitales pour l'économie du pays. La méfiance était d'autant plus grande à leur égard que le gouvernement savait qu'elles étaient la base de l'opposition politique, de « droite » (pour les États-Unis et les Pays-Bas) ou de gauche et d'extrême-gauche¹⁵ (pour le Portugal et les Pays-Bas). Pourtant, comment encourager les émigrés à investir au pays tout en les ostracisant de fait ? Sur cette ligne étroite, le gouvernement prit des mesures concrètes comme la ligne directe Sal-Boston, mais en revanche n'étendit pratiquement pas le corps électoral aux émigrés. Même si le PAIGC maintint son contrôle politique sur le petit volant d'électeurs émigrés inscrits dans les consulats, le mécontentement était en réalité très grand contre le gouvernement, dans des quadrants divers, voire antagoniques, de l'émigration.

Enfin, le parti unique lui-même produisait des effets délétères, en particulier pour une population assez alphabétisée, à l'élite relativement importante. Rien ne pouvant être normalement discuté, cela engendrait des crises, comme en 1979 quand le PAICV expulsa ses « ministres trotskystes », ou lors des grèves nombreuses de 1987. Même si ce paternalisme autoritaire ne peut être comparé à la fréquente violence continentale, la population était lasse de sa suprbie, d'autant plus que l'opposition semi-légale existait toutefois, avec l'Église catholique (fer de lance de la campagne contre le droit à l'avortement).

Aussi, quand le parti lui-même prit son tournant libéral en matière économique et diplomatique, le PAICV se divisa de plus en plus, même si peu transparut à l'extérieur. Contre lui se dressa la coalition des mécontentements, politiquement très diversifiés, mais qui, aux bien des pays du continent, réussit à s'unifier presque complètement en un seul parti, le Mouvement pour la démocratie (MpD), dont les cadres allaient du libéralisme le plus ouvert aux réprimés ex-trotskystes de 1979. La population ne sut aucun gré au PAICV d'avoir décidé de lui-même le tournant pluraliste et le congédia de manière parfois humiliante¹⁶, tant aux législatives¹⁷ qu'aux présidentielles quelques semaines plus tard¹⁸. Mais les experts de la banque

[13 Le racisme anti-métis est une constante de l'histoire politique africaine, qui s'est encore exprimée récemment quand des pays africains ont failli faire capoter les efforts capverdiens de médiation dans le conflit de Guinée-Bissau, prônant une solution... à l'africaine.]

[14 Sur ces aspects, voir notamment les articles de Alfredo MARGARIDO, « Pour une histoire des géopolitiques culturelles des îles du Cap-Vert », *Lusotopie*, 1994 [1995] (1-2), pp. 103-112 et de Luiz Andrade Silva, « Le rôle des émigrés dans la transition démocratique aux Îles du Cap-Vert », *Lusotopie*, n°2, 1995 (3), pp. 315-322.]

[15 Il y a une tradition trotskiste non négligeable au Cap-Vert, cf. ci-après.]

[16 [note 6 dans la version publiée] 90 % des voix pour l'opposition et zéro député élu à Santo Antão, par exemple...]

[17 avec le MpD dirigé par Carlos Wahnon Veiga.]

[18 À l'inverse de la situation santoméenne, dans laquelle le président sortant de la période du parti unique, Pinto da Costa, renonça à se présenter face au candidat libéral Miguel Trovoadá, Aristides Pereira voulut maintenir sa candidature, espérant qu'après avoir donné la victoire législative

mondiale n'avaient pas trop l'habitude de porter attention à ces aspects-là, plus sensibles qu'ils étaient aux caractéristiques du sommet de l'État et aux indices macro-économiques.

...à une transition démocratique tranquille

Contrairement à la transition qui eut lieu, pratiquement au même moment, dans l'autre archipel créole, celui de São Tomé e Príncipe¹⁹ et qui y fut pratiquement une simple affaire de famille, la défaite électorale du PAICV marqua une véritable mutation. Cette dernière ne fut pas tant relative, on l'a vu, à l'orientation libérale de la politique économique, qui avait été bien engagée dès 1983-85 par le PAICV et que le MpD n'eut plus qu'à poursuivre et approfondir au fil des ans, qu'en tant que culture politique : le MpD était formé soit de gens qui n'avaient jamais été membres du PAIGC, soit s'en étaient ou en avaient été écartés il y a longtemps (notamment les purges de 1979). Une partie importante des cadres vivaient dans l'émigration (Portugal, États-Unis, Brésil) et avaient donc connu des expériences bien différentes et, en tout cas, non « africanisantes ». L'une des premières mesures du nouveau gouvernement ne fut-elle pas de changer le drapeau du pays qui, mis à part le bandeau rouge qui le traverse, ressemble furieusement, avec son fond bleu et ses étoiles en cercle, à celui de l'Union européenne²⁰ ? Le lien aux communautés émigrées²¹, bien plus fort au MpD qu'au PAICV, vint comme en « cohérence sociale », avec l'accentuation du tournant idéologique libéral et d'extraversion, la base de l'économie de l'archipel n'étant plus pensée comme devant être fondée au moins partiellement sur l'agriculture et les produits de la mer, mais principalement sur le développement des services, du tourisme et de la délocalisation de certaines industries légères.

Enfin, même si le Cap-Vert s'est lié à la francophonie avant d'adhérer à la Communauté des pays de langue portugaise (17 juillet 1996), cette période a été celle d'un puissant rapprochement avec le Portugal : sur le plan économique et financier (voir *infra*), mais aussi sur les plans politiques et culturels, avec la réception des principaux médias portugais (RDP África, RTP1, etc.), le lien direct entre les téléphonies des deux pays, etc.

Bien entendu, dans l'immédiat, le plus grand changement fut la fin de la fusion parti-État, la complète liberté d'expression et d'association, ainsi qu'une production artistique et culturelle renouvelée²². Cela permit du reste l'apparition de nouveaux partis politiques, soit localistes (Mindelo a ainsi son propre parti autour de la figure charismatique du maire de São Vicente, Onésimo da Silveira), soit plus politiques en scission du MpD, ou encore la multiplication de « groupes citoyens » dont le rôle est important lors des municipales. Le Cap-Vert est sans aucun doute, sur le plan du

au seul MpD, les Capverdiens pourraient le confirmer dans un souci d'équilibre. Las ! il fut battu de la même manière. Il reste cependant aujourd'hui un notable respecté.]

[19 M. CAHEN, « Archipels de l'alternance... », *op. cit.*]

[20 L'hymne national, en revanche, n'a été changé que plus récemment, le 28 mai 1996, achevant la rupture symbolique avec la Guinée-Bissau.]

[21 Sur les communautés émigrées, dans le nouveau contexte politique, voir : M. CAHEN, « À la recherche de la nation. Le congrès des cadres capverdiens de la diaspora », *Lusotopie*, 1995 (3) : 69-74 ; Francine Vieiran « La " caboverdianidade " entre mythe et réalité : déconstruction identitaire ou condition minoritaire parmi les migrants capverdiens en Europe ? », *Lusotopie*, 1998 (6), pp. 55-65 ; Paule DUPRAZ & Francine VIEIRA, « Immigration et "modernité" : Le Portugal entre héritage colonial et intégration européenne », *Pôle Sud*, 1999, pp. 38-54.]

[22 [note 7 dans la version publiée] Une Cesária Évora, typique des chants traditionalistes des années cinquante, mais pour cela même laissée partiellement dans l'ombre par le PAICV, connut ses premiers succès dans ce contexte renouvelé. Dans son sillage d'autres artistes moins traditionnels ont pu progresser aussi, notamment grâce à la LusÁfrica, petite enseigne musicale créée en France par un ancien cheminot capverdien...

droit d'expression, l'un des pays les plus démocratiques d'Afrique : cette situation positive ne saurait cependant être consolidée si les problèmes sociaux ne sont pas graduellement amoindris. Là est tout le problème, bien que les dépenses sociales soient importantes dans le budget public²³ ! Du reste, après près de dix ans de pouvoir, le MpD vient d'encaisser sa première vraie défaite politique, lors des élections municipales du début 2000 qui ont marqué une forte remontée du PAICV ressentie comme un désaveu personnel pour Carlos Veiga, le Premier ministre.

Jusqu'à présent, la vie politique de l'archipel n'avait pas subi de grandes secousses : sorties des trois ministres non membres du MpD le 29 décembre 1994²⁴, éruption du volcan Pico de Fogo obligeant le gouvernement à un appel d'urgence à l'aide étrangère en avril 1995. Les élections de fin 1995, début 1996 déjouèrent les premiers symptômes d'usure : aux législatives (17 décembre 1995), le MpD remporta 50 des 72 sièges au Parlement avec environ 70 % des exprimés sur fonds de faible abstention (22% des inscrits), aux municipales des 21-22 janvier 1996 (avec une abstention plus forte), il remporta la moitié des *câmaras* et fut le seul parti à avoir présenté des listes partout, et enfin aux présidentielles du 18 février, les 200 000 électeurs plébiscitèrent par 80 % des voix le candidat... unique António Mascarenhas Monteiro, président sortant, non membre du MpD mais soutenu par lui (il est vrai avec 55% d'abstention que l'absence d'enjeu et la succession accélérée de scrutins peuvent expliquer).

Le 30 avril 1998, Carlos Veiga resserra son gouvernement (qui passa de dix-neuf ministres et secrétaires d'État à treize) en le restructurant autour des questions économiques : un poste de vice-premier ministre fut tout exprès créé, attribué à Gualberto do Rosário. C'est que la réforme économique avait été menée bon train mais donnait aussi des signes de tangages.

Une seule solution, la libéralisation ?

Le MpD n'a pas initié la politique de réformes économiques libérales – il faut le répéter face à un mythe fréquent²⁵ –, mais il est certain qu'il la pousse chaque fois plus, ce qui pourrait devenir une fuite en avant.

Cette politique a trois axes principaux, du plus grand classicisme libéral.

Il s'agit en premier lieu de la restriction du rôle de l'État à celui de simple gestionnaire macro-économique, ce qui passe principalement par la privatisation de la majeure partie des entreprises publiques bâties sous le régime de parti unique ou datant de l'époque coloniale (il y en avait 32 en 1990). La privatisation a concrètement commencé en 1994 t, à la fin 1997, la plupart était passés dans le secteur privé. En 1998 fut créée une bourse des valeurs, officiellement censée faciliter les achats d'actions d'entreprises privatisées par des Capverdiens émigrés²⁶. Le nombre des fonctionnaires devaient être diminué – mais cela s'est heurté à la forte demande sociale. Le secteur bancaire a été remanié, le *Banco de Cabo Verde* devant autonome et

²³ en moyenne 30 % de 1991 à 1995.

²⁴ en particulier le psychiatre Manuel Faustino, figure emblématique de l'émigration d'extrême-gauche au Brésil, revenu en 1990 pour appuyer le MpD (sans jamais y adhérer) et ministre de l'Éducation nationale. M. Faustino refusa cependant de suivre certains contestataires dans la création d'un nouveau parti, le PRD (parti de la rénovation démocratique), qui, effectivement, ne réussit pas à percer.]

²⁵ Ainsi encore tout récemment, en un article par ailleurs fort documenté : Yvon BOURDET, « Cap-Vert, la politique de réforme sur la corde raide », *Afrique contemporaine* (Paris, La Documentation française, 1^{er} trim. 1999 : 32-40.)

²⁶ ...mais on voit mal ce qui empêcherait des investisseurs d'autres nationalités de le faire aussi.]

les banques commerciales privées, nationales (il y en a deux) ou étrangères étant autorisées²⁷.

Deuxièmement, d'autres mesures macro-économiques devait faciliter l'investissement : abandon de la réforme agraire, incitations fiscales pour l'investissement étranger, zones franches de Praia et Mindelo, suppression des contrôles des prix, flexibilisation de la réglementation du travail, etc.

Il s'est agi enfin d'un bouleversement de la politique de change et des droits de douane. Le Cap-Vert a en effet rejoint ce que l'on peut appeler une « zone escudo » *ipso facto* constituée entre le Portugal et lui-même, l'escudo capverdien étant structurellement rattaché à l'escudo portugais²⁸. La décision a été prise, le 17 mars 1998 – avec effectivité en juillet –, quelques mois avant le passage à l'euro, le 1^{er} janvier 1999²⁹, mais correspondait à un vieux rêve de certains dirigeants portugais : l'ancien président Mário Soares n'avait-il pas depuis toujours tenté de faire attribuer par l'Union européenne au Cap-Vert le même statut que celui accordé aux DOM-TOM français, de « régions [européennes] ultra-périphériques » ? Cet accord assure la convertibilité de l'escudo capverdien et, par là, une meilleure insertion dans l'économie mondiale. Mais il impliquait évidemment la libéralisation des mouvements de capitaux, des marchandises et des biens de toutes sortes, et donc que soient supprimés les plafonds d'importations de biens et les limites de sorties de devises, ainsi que la fin des autorisations préalables aux transferts et opérations de change. Derrière l'escudo portugais, c'est bien évidemment d'un lien organique à l'euro dont il est question, à partir de 2002, bien que ce lien continuera à passer par la garantie du Trésor portugais³⁰.

Le Portugal en cette affaire a défendu des intérêts autant symboliques qu'économiques : ayant « raté » la Guinée-Bissau, l'objectif capverdien devenait prioritaire, d'autant qu'il était plus faisable que dans le cas de cette dernière. Il s'agissait aussi pour le Portugal d'accroître son statut en Europe. En effet par cette occasion, la zone du franc CFA n'était plus une exception, Lisbonne faisant progresser auprès des instances européennes l'idée que des monnaies africaines soutenues par des États de l'Union monétaire, loin de nuire à l'euro, pouvaient renforcer son caractère attractif et la cohésion entre l'Europe et l'Afrique³¹. Le Portugal devenait ainsi « comme la France » et cette dernière pouvait se réjouir de ne plus être une encombrante exception. Quant au Cap-Vert libéral, il solidifiait décisivement son alliance structurelle avec le Portugal, sa porte d'entrée en Europe³².

Cette politique n'est pas sans contradictions et, même sans en contester les paradigmes, on ne peut que les pointer. La première contradiction est entre l'orientation libérale du MpD (tout comme du PAICV maintenant dans l'opposition)

[27 Y. BOURDET, *op. cit.* : 33]

[28 La Guinée-Bissau de João Bernardo Vieira avait pressé le Portugal d'en faire autant avec son peso guinéen. Ce dernier, sans doute inquiet d'avoir à faire supporter par ses finances publiques les frasques incontrôlables de la gestion bissau-guinéenne s'en était gardé, laissant le président Vieira se rapprocher de la France, via l'adhésion à la zone du franc CFA.]

[29 J. ALIBERT, « Un nouveau satellite pour l'euro : le Cap-Vert et la zone "escudo" », *Afrique contemporaine*, 1^{er} trim. 1999 : 30-31.]

30 [note 9 dans la version publiée] Rappelons que dans la logique financière européenne, tant le franc CFA que l'escudo capverdien ne sont pas des « monnaies » – il n'y a pas de zone euro – mais des excroissances marginales des budgets français et portugais.

[31 J. ALIBERT, *op. cit.* : 31.]

[32 La politique africaine du Portugal a toujours défendu l'idée d'un Portugal, « porte de l'Europe pour l'Afrique » – l'Afrique lusophone principalement. En réalité cette politique n'a jamais fonctionné, car les pays européens n'ont pas eu de difficulté à établir des liens directs avec les PALOP sans passer par Lisbonne. Le cas capverdien est donc plutôt une exception. Cf. M. CAHEN, « Le Portugal et l'Afrique. le cas des relations luso-mozambicaines (1965-1985). Étude politique et bibliographique », *Afrique Contemporaine* (Paris, La Documentation Française), janvier-mars 1986, 137 : 3-55.]

t la forte attente sociale qu résida derrière son raz-de-marée électoral de 1991. Cette forte attente se reflétait jusqu’au sein du MpD puisque, on l’a vu, s’il était uni dans l’hostilité au parti unique, des composantes très à gauche en son sein côtoyaient les courants classiquement néolocaux. C’est sans doute ainsi qu’il faut comprendre, en contradiction totale avec le discours (du moins le discours destiné à l’extérieur), la forte croissance des dépenses publiques en pourcentage du PNB, passées de 25% en 1990 à 60% en 1994-95, redescendant à 55% en 1996-97³³ : dépenses d’équipements en transports, dans l’éducation, l’énergie et les ressources hydrauliques et... les salaires des fonctionnaires. Ainsi, malgré des rentrées fiscales accrues, le maintien d’une forte aide internationale et les revenus des privatisations, le déficit public a été croissant. Comme il n’a pu que recourir au crédit bancaire, il a nui au crédit bancaire au secteur privé, freinant la croissance qui a été plutôt plus faible, en pourcentage annuel, aux Îles du Cap-Vert que dans la moyenne de l’Afrique subsaharienne. La sécheresse persistante a évidemment beaucoup nui à l’agriculture mais, parallèlement, celle-ci n’est plus la priorité. Le chômage structurel, notamment urbain, est devenu important et on signale les premiers cas d’insécurité³⁴. Le commerce extérieur a cru plus vite que le PNB et a été considérablement modifié : si, en 1990, près de 80 % des maigres exportations relevaient d’un seul produit agricole – la banane – et des produits de la mer, dès 1998 75 % concernaient des textiles (confections) et la chaussure³⁵.

On peut aussi s’attendre à une hausse des revenus du tourisme mais ce secteur souffre lui aussi de contradictions : concurrence d’autres destinations beaucoup mieux desservies du point de vue des lignes aériennes, de l’équipement hôtelier et de l’intégration dans les schémas des *tour operators* ; vente d’une image « antillaise » erronée de la part des *operators*³⁶ afin de vendre partout le même type d’hôtels et de tourisme, dont les revenus repartent aussi vite dans le pays qu’ils n’y ont pénétré – si jamais ils l’ont fait³⁷ ; faiblesse des infrastructures générales (routes, liaisons inter-îles³⁸).

Il n’en reste pas moins que, comme le souligne Yvon Bourdet, « le fort déficit budgétaire et le niveau très élevé de la dette publique ne sont pas soutenables ». Le seul service de la dette représente 4% du PNB. La création d’un *trust fund*, géré par le... Banco de Portugal, et abondé par les recettes des privatisations et des dons et prêts préférentiels, devrait permettre d’amortir la dette publique intérieure en 2008³⁹. Mais ce n’est pas une solution.

On a ainsi l’impression que le gouvernement libéral a mis tous ses espoirs dans un ancrage très fort à la périphérie de l’Europe, allant à la rencontre des désirs du Portugal lui-même. Mais cela peut engendrer également des contradictions. Ainsi, le

[33 J. ALIBERT, *op. cit.* : 34.]

[34 Le Cap-Vert reste évidemment un village, comparé aux mégaloïles plébéïennes du continent. L’exode rural est néanmoins fort préoccupant.]

35 [note 10 dans la version publiée] Il s’agit souvent d’entreprises portugaises délocalisées, attirées par le bas coût de la main-d’œuvre.

[36 Il est frappant de voir comment les prospectus touristiques vendent le Cap-Vert comme s’il s’agissait des Antilles ou de la Réunion, publiant inmanquablement la photo de la plage de sable blanc aux cocotiers langoureux (celle de Tarrafal), alors que 90 % des côtes sont rocailleuses, si ce n’est en falaise !]

[37 Une bonne partie des séjours sont vendus en pension complète payée en Europe et c’est le strict minimum qui est investi au Cap-Vert...]

38 [note 11 dans la version publiée] Ce dernier aspect, aérien inter-insulaire, va certainement progresser, en relation avec la privatisation de la TACV (Transports aériens capverdiens) dont la partie intérieure serait en voie de rachat par une compagnie canarienne, évidemment dans l’optique de tours intégrés en Macaronésie-Sud (Madère, Canaries, Cap-Vert).

[39 Y. BOURDET, *op. cit.* : 39.]

forcing portugais pour l'emporter lors des offres publiques de privatisations devra bien être payé un jour : quand, lors d'une évaluation, des cabinets d'experts occidentaux prônent à peu près unanimement une valeur de – par exemple – dix millions de dollars, et que le Portugal en offre quarante, c'est que les uns et les autres n'évaluent pas la même chose ! La distorsion est d'autant plus forte et « politique » que, souvent, ce sont les grandes institutions financières *publiques* du Portugal⁴⁰ qui sont les maîtres du tour de table : mais on demande à voir ce qu'il en adviendra en terme d'amortissement et de rentabilité... Dans l'immédiat, cela provoque des tensions politiques : si personne, ou presque, ne remet en cause le principe des privatisations, en revanche des voix nombreuses s'élèvent pour qu'elles diversifient les acheteurs, permettant aussi la sauvegarde d'une plus grande autonomie en jouant de la concurrence et de la multidépendance. Au moins dans un cas, cela a produit une petite crise politique, quand des députés du MpD, et non des moindres (comme le président de l'Assemblée nationale), ont dénoncé comme « corruption mentale » le fait que Cabo Verde Telecom soit privatisés aux mains d'une seule entreprise étrangère, Portugal Telecom qui ainsi contrôlera la totalité des télétransmissions du pays. Trois ministres ont été écartés du gouvernement et, lors du second semestre 1999, les tensions ont été très vives au sein du parti. De même, la politique touristique commence à provoquer des polémiques, par exemple ce projet – approuvé et, il est vrai, conçu de manière à contrer bien des objections – de transformation du Djéu⁴¹ en un complexe touristique de grand luxe, à quelques mètres de la capitale misérable⁴².

Par ailleurs, la fixité du taux de change avec l'escudo portugais et l'euro peut aboutir à la hausse des taux d'intérêt locaux, comme seule variable financière restant disponible, afin de financer le déficit. De même, si l'euro s'apprécie, l'escudo capverdien en fera autant, ce qui se répercutera immédiatement sur sa compétitivité à l'exportation⁴³.

Il y a en réalité à la base de ces contradictions une question stratégique, voire idéologique, de long terme, et qui s'est posée dès les premières années du tournant libéral, vers 1985⁴⁴ : le Cap-Vert peut-il se développer dans l'arène mondialisée des « avantages comparatifs » ? On peut en douter pour plusieurs raisons.

La première relève de la nature même des processus historiques récents, à savoir de la colonisation contemporaine, puis de l'indépendance : même si, sous le règne portugais, les Capverdiens ne jouissaient pas de la citoyenneté entière et furent victimes, jusque dans les années quarante, de grandes famines, ils n'ont jamais été des « indigènes », et donc jamais opprimés à ce niveau d'abjection⁴⁵ ; quant à l'indépendance, arrachée de haute lutte (même si la guerre de libération a eu lieu sur le continent, en Guinée), elle a peu ou prou « cristallisé » certains acquis sociaux. Jamais le niveau des salaires ne pourra, dans l'archipel créole, être aussi bas, et le droit du travail être aussi « flexibilisé », que dans les zones franches mauriciennes, qu'à Sri Lanka ou que dans les pays du Sud-Est asiatique (Singapour exclu).

La deuxième relève de la chronologie : le Cap-Vert arrive après les autres « petits dragons » et son atout géopolitique spécifique (situation en face de l'Afrique de l'Ouest) est faible tant que la sous-région est déstabilisée, de la Gambie à la Côte d'Ivoire.

[40 Caixa geral de depósitos, etc.]

41 [note 12, dans la version publiée] *Djéu* en créole, *ilheu* en portugais, l'île de la baie de Praia.

42 [note 14, dans la version publiée] Pour une fois, il ne s'agit pas de capitaux portugais, mais franco-américains.

[43 Y. BOURDET, *op. cit.* : 39.]

[44 M. CAHEN, « Archipels de l'alternance... », *op. cit.*]

[45 Cf. M. CAHEN, « Histoire socioculturelle... », *op. cit.*]

Le troisième relève de l'absence presque complète de marché local, étant donné l'étroitesse de la population, pour absorber ne serait-ce qu'une partie de la production délocalisée (cas, par exemple, du Maroc voisin).

Sauf dans certains secteurs précis, il est donc peu probable que le Cap-Vert puisse l'emporter durablement au royaume implacable (et socialement désastreux) des « avantages comparatif ». En revanche, d'autres ressources sont sous-estimées.

Il s'agit par exemple du tourisme culturel, vert et de trekking, ne nécessitant que peu d'investissements, et ceux-ci (petites pensions, etc.) étant les mêmes que ceux nécessaires au tourisme des émigrés capverdiens de plusieurs générations (qui n'ont plus de famille directe chez qui résider, mais viennent entretenir le mythe des origines)⁴⁶ ; ce tourisme amène certes moins de devises, mais elles ont toute chance de demeurer davantage sur place, et de profiter davantage à l'artisanat et au paysannat, que celles du tourisme de masse en *tour operators* intégrés, ou du tourisme de haut luxe fortement importateurs de biens et services.

Il s'agit aussi de la musique qui, à l'image de la Jamaïque, pourrait devenir une ressource économique non négligeable si des studios d'enregistrement de niveau international étaient montés.

Enfin, même s'il ne s'agirait pas là d'exportation, et même si le pays ne sera jamais vivrière autosuffisant, une politique de long terme de protection des sols, de maintien sur place de la population rurale, de cultures en terrasses (au besoin par la continuation du recours au FAIMO), pourrait permettre de faire remonter la production agricole et d'amoindrir partiellement non seulement le coût des importations mais sans doute surtout celui, à venir très vite, de l'explosion urbaine et de l'insécurité à son tour dommageable au tourisme. Même si la pêche capverdienne pose des problèmes techniques (eau profonde), elle pourrait être davantage développée.

L'aide extérieure représentait 20 % du PNB, Union européenne et Portugal en tête, et le total aide publique au développement / transferts des émigrés se montait à 40-45% du PNB à la fin des années quatre-vingt-dix. L'efficacité de cette manne ne pourra être réelle que si elle permet la croissance à long terme, c'est-à-dire seulement si elle s'oriente vers les infrastructures (non liées au seul tourisme) et le système éducatif⁴⁷.

Les élections municipales du début 2000 ont été un coup de semonce sérieux pour le MpD. Cela ne signifie pas – à moins qu'il n'implose lui-même sous le coup de dissensions internes – qu'il soit à la veille de perdre le pouvoir et de le céder à nouveau, comme à São Tomé, à l'ancien parti unique PAICV. On l'a vu, la transition a été beaucoup plus profonde ici, impliquant un véritable tournant politico-culturel et non, comme là, un simple jeu de chaises musicales au sein des mêmes grandes familles. On ne saurait que constater, par ailleurs, que toute élection ne posant pas les enjeux principaux du pouvoir, permet des avertissements sans frais au gouvernement et à la majorité en place que l'on ne désire pas forcément écarter. Mais force est de constater que le libéralisme n'est certainement plus à même d'assurer la stabilité sociale, après l'ouverture qu'il a constitué à la fin, puis à la chute, du régime de parti unique. L'émigration vers l'étranger n'a-t-elle pas tendance à croître à nouveau ?

Le 16 mai 2000

[* Si l'on excepte la zone étroite de Santa Maria, au sud de l'île de Sal, vouée à la planche à voile, et dont les pratiquants ne visitent guère l'archipel, ce ne sont sans doute pas les plaisirs de la plage (sauf à Boa Vista et Maio) qui pourront attirer le tourisme, car il y a mieux, et souvent moins cher, ailleurs. On ose espérer que le Cap-Vert profitera de son retard pour ne pas reproduire les erreurs faites par d'autres pays...]

[^c Y. BOURDET, *op. cit.* : 40.]

